

Examen civique, mention carte de séjour pluriannuelle (CSP)

Test d'entraînement n° 2 : 40 questions à choix multiples, corrigé et explications en fin de document

Comme à l'examen : 40 questions (28 questions de connaissance et 12 mises en situation), 45 minutes au maximum, une seule bonne réponse par question. Il faut au moins 32 bonnes réponses sur 40 (80 %). Entourez une lettre par question, puis comptez vos points avec le corrigé.

Questions de connaissance : liste officielle CSP du ministère de l'Intérieur. Le ministère ne publie pas les mises en situation : celles de ce test sont des exemples rédigés par FreeExamPath.

Énoncés marqués « Liste CSP » ou « Liste CR » : questions de connaissance officielles publiées par le ministère de l'Intérieur (DIAN) sur formation-civique.interieur.gouv.fr, listes consultées le 17/10/2026, réutilisées sous Licence Ouverte 2.0 (Etalab).

Toutes les propositions de réponse, les bonnes réponses, les explications et les autres questions sont rédigées par FreeExamPath. Ce document n'est pas un examen officiel ; FreeExamPath est un site indépendant, sans lien avec le ministère de l'Intérieur.

Version en ligne avec résultat immédiat : <https://freeexampath.com/fr/examen-civique/carte-de-sejour-pluriannuelle/>

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Liste CSP n° 1

1. À quoi correspond la date du 14 juillet ?

- A À la fête du Travail
- B À la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe
- C À la fête nationale française
- D À l'armistice de la Première Guerre mondiale

Liste CSP n° 26 · Liste CR n° 19

2. Qu'est-ce que la Marseillaise ?

- A Le nom du port de Marseille
- B Une spécialité culinaire de Marseille
- C L'hymne national de la France
- D Une fête régionale de Provence

Liste CSP n° 21

3. Quelle est la langue officielle de la République française ?

- A Le français et toutes les langues régionales
- B Le français et l'anglais
- C Le français
- D Le latin

Liste CSP n° 34 · Liste CR n° 27

4. Pourquoi le principe de laïcité doit-il être respecté à l'école ?

- A Pour imposer aux élèves une religion commune
- B Pour interdire aux élèves de parler de religion entre eux
- C Pour protéger la liberté de conscience des élèves
- D Pour permettre aux enseignants de montrer leur religion

Liste CSP n° 29

5. Une personne peut-elle changer librement de religion ?

- A Oui, mais on ne peut en changer qu'une seule fois
- B Seulement avec l'accord de sa famille
- C Non, la religion reçue à la naissance est définitive
- D Oui, la liberté de conscience permet d'en changer

Mise en situation · exemple FreeExamPath

6. Mehdi est étudiant. À la piscine municipale, il paie un tarif réduit. Sa voisine, qui travaille, paie plus cher et trouve cela contraire au principe d'égalité. A-t-elle raison ?

- A Oui, les tarifs réduits sont réservés aux enfants
- B Non, si leur situation est différente, le prix peut l'être aussi
- C Non, car un étudiant ne doit jamais rien payer
- D Oui, l'égalité impose exactement le même prix à tout le monde

7. Des voisins veulent créer officiellement une association pour proposer des cours de cuisine gratuits dans leur quartier. Que doivent-ils faire ?

- A** Obtenir d'abord l'accord du président de la République et du maire
- B** Être tous de nationalité française
- C** Payer une taxe de création très élevée à la mairie
- D** Être au moins deux, écrire des statuts et déclarer l'association

8. Au guichet de la mairie, un agent porte sur sa tenue une grande croix bien visible. Est-ce conforme à la laïcité ?

- A** Oui, chacun peut montrer sa religion partout, même au guichet
- B** Non, car personne ne peut porter de signe religieux dans une mairie
- C** Non, un agent public ne doit montrer aucun signe religieux au travail
- D** Oui, au guichet, un agent peut montrer sa religion comme un usager

9. Samia est vendeuse dans une agence de voyages privée et porte un foulard. Un collègue affirme qu'elle n'en a pas le droit, comme les fonctionnaires. Peut-elle le porter au travail ?

- A** Non, sauf si ses clients sont de la même religion qu'elle
- B** Oui, son employeur ne peut jamais rien lui interdire
- C** Non, tous les salariés doivent rester neutres au travail
- D** Oui, sauf si une règle justifiée de l'entreprise le limite

10. Mariam est hospitalisée pour plusieurs semaines dans un hôpital public. Elle souhaite recevoir la visite d'un responsable de sa religion. Est-ce possible ?

- A** Oui, sauf si la visite menace sa santé ou l'ordre public
- B** Non, la laïcité interdit toute pratique religieuse à l'hôpital public
- C** Non, toute visite à l'hôpital est réservée à la famille
- D** Oui, mais seulement avec l'accord écrit de son médecin

11. Nora regarde des vidéos sur internet. L'une d'elles, publique, appelle à la haine contre les personnes homosexuelles. Que peut faire Nora, même si elle n'est pas visée ?

- A** Porter plainte à la mairie, qui supprimera la vidéo
- B** Laisser faire, car il faut être visé pour pouvoir signaler
- C** La signaler sur PHAROS ou au site qui héberge la vidéo
- D** Ne rien dire, car la liberté d'expression protège cette vidéo

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

12. Qui possède le pouvoir exécutif ?

- A** Le Parlement (Assemblée nationale et Sénat)
- B** Le président de la République et le Gouvernement
- C** Le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État
- D** Les juges et les tribunaux

13. Les dirigeants sont élus par les citoyens dans :

- A** une démocratie
- B** une monarchie absolue
- C** un régime militaire
- D** une dictature

Liste CSP n° 40

14. Qu'est-ce que le pouvoir exécutif ? Le pouvoir :

- A** d'appliquer les lois et de les faire respecter
- B** de contrôler que les lois respectent la Constitution
- C** de juger les personnes qui ne respectent pas la loi
- D** de voter les lois

Liste CSP n° 73 · Liste CR n° 62

15. Qui est le préfet ?

- A** Le représentant de l'État dans le département
- B** Un élu local choisi par les habitants
- C** Le chef de la police municipale
- D** Un juge

Liste CSP n° 69

16. Combien y a-t-il de départements en France ?

- A** 13
- B** 18
- C** 101
- D** 150

Liste CSP n° 77 · Liste CR n° 86

17. Quel État n'est pas membre de l'Union européenne ?

- A** La Suisse
- B** L'Espagne
- C** L'Italie
- D** L'Allemagne

DROITS ET DEVOIRS

Liste CSP n° 88

18. Lequel de ces droits est un droit fondamental ?

- A** Le droit de choisir les lois que l'on respecte
- B** Le droit de ne pas payer d'impôts
- C** Le droit de se faire justice soi-même
- D** La liberté d'expression

Liste CSP n° 90

19. Qu'est-ce que la liberté d'expression ?

- A** Le droit de voyager librement dans tous les pays d'Europe
- B** L'obligation de donner son avis à l'administration chaque année
- C** Le droit de tout dire sans limite, même des insultes racistes
- D** Le droit d'exprimer ses opinions, dans les limites fixées par la loi

Liste CSP n° 100

20. Faut-il réduire ses déchets ?

- A** Seulement si on habite à la campagne, pas en ville
- B** Oui, chacun doit protéger l'environnement
- C** Non, c'est seulement le rôle des entreprises
- D** Non, cela ne sert à rien pour la planète

Liste CSP n° 113 · Liste CR n° 123

21. Quelle est l'infraction la plus grave ?

- A** La contravention
- B** Le crime
- C** Le délit
- D** L'incivilité

Liste CSP n° 109

22. Comment peut-on réduire ses déchets ?

- A** En les jetant dans une rivière ou dans la nature
- B** En les déposant dans la rue, devant chez soi
- C** En triant, en réutilisant et en évitant le gaspillage
- D** En les brûlant dans son jardin chaque semaine

23. Un ami propose à Samir de travailler sur un chantier, payé en espèces, sans contrat ni déclaration. Que risque Samir ?

- A** Il aura droit à plus de congés payés que les autres
- B** Rien, ce travail est légal pour les petits chantiers
- C** Il ne cotise ni pour sa retraite ni pour le chômage
- D** Il paiera moins d'impôts, sans aucun risque

24. Après une soirée, un ami de Camille publie sur un réseau social une photo où on la reconnaît bien. Il ne lui a rien demandé. Avait-il le droit de la publier ?

- A** Non, les photos de fête sont toujours interdites en ligne
- B** Oui, sauf si elle lui demande ensuite de la retirer
- C** Non, sauf si elle avait donné son accord
- D** Oui, la photo appartient à celui qui l'a prise

25. Le propriétaire de Bilal veut entrer dans l'appartement qu'il lui loue, pendant son absence et sans le prévenir. En a-t-il le droit ?

- A** Non, il ne peut pas entrer sans l'accord du locataire
- B** Non, sauf s'il a gardé un double des clés
- C** Oui, il peut entrer car il est le propriétaire
- D** Oui, une fois par mois, pour vérifier l'état du logement

26. Jade a 16 ans et elle est enceinte. Elle veut avorter, mais elle ne veut pas en parler à ses parents. Est-ce possible ?

- A** Non, l'accord d'un parent est toujours obligatoire
- B** Non, une IVG est interdite avant l'âge de 18 ans
- C** Oui, mais un adulte de son choix doit l'accompagner
- D** Oui, et elle peut faire toutes les démarches toute seule

27. Grace travaille comme employée chez une famille. Ses employeurs gardent son passeport « pour le protéger » et refusent de le lui rendre. Peut-elle exiger de le récupérer ?

- A** Non, pas avant la fin de son contrat de travail
- B** Oui, mais seulement si elle quitte son emploi
- C** Oui, ils n'ont pas le droit de le garder contre son gré
- D** Non, un employeur peut garder le passeport d'un employé

28. Moussa gagne peu d'argent. Il doit défendre ses droits devant un tribunal, mais il n'a pas les moyens de prendre un avocat. Peut-il recevoir une aide ?

- A** Oui, un avocat est toujours gratuit pour tout le monde
- B** Non, cette aide est réservée aux Français
- C** Non, quels que soient ses revenus, il paie lui-même
- D** Oui, si ses revenus sont bas, l'État l'aide à payer

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

29. Le 11 novembre est un jour férié. À quoi correspond cette date ?

- A** À la Toussaint, fête de tous les saints
- B** À l'armistice de 1918 (Première Guerre mondiale)
- C** À la fête nationale (prise de la Bastille)
- D** À la victoire des Alliés en 1945

Liste CSP n° 119

30. Quel pays ou région du monde a été colonisé par la France ?

- A** La Norvège
- B** L'Algérie
- C** L'Australie
- D** Le Japon

Liste CSP n° 127

31. Depuis quelle année l'école publique est-elle gratuite ?

- A** 1789
- B** 1881
- C** 1905
- D** 1968

Liste CSP n° 137

32. Qu'est-ce que Paris ?

- A** Un pays d'Europe
- B** Le nom d'un fleuve
- C** Une région d'outre-mer
- D** La capitale de la France

Liste CSP n° 138

33. Quelle est la capitale de la France ?

- A** Bordeaux
- B** Lyon
- C** Marseille
- D** Paris

Liste CSP n° 146

34. Quelle chaîne de montagnes est située entre la France et l'Italie ?

- A** Les Pyrénées
- B** Les Vosges
- C** Le Massif central
- D** Les Alpes

Liste CSP n° 157

35. Qui était Jean de la Fontaine ?

- A** Un explorateur parti en Amérique
- B** Un roi de France du XVIIe siècle
- C** Un poète célèbre pour ses fables
- D** Un peintre italien de la Renaissance

Liste CSP n° 156

36. Qu'est-ce que le Louvre ?

- A** Un stade de football
- B** Un fleuve qui traverse Paris
- C** Un grand musée situé à Paris
- D** Une cathédrale gothique

VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Liste CSP n° 162

37. Quel numéro d'urgence permet d'appeler les pompiers ?

- A** Le 17
- B** Le 18
- C** Le 115
- D** Le 119

Liste CSP n° 180

38. Dans quelles situations doit-on se rendre aux urgences de l'hôpital ?

- A** Pour obtenir un certificat médical pour le sport
- B** Pour un rhume ou une petite toux sans fièvre
- C** Pour renouveler une ordonnance de médicaments
- D** Pour un problème grave, comme un accident

Liste CSP n° 168

39. Qu'est-ce que le SMIC ?

- A** Le salaire moyen des Français
- B** Le salaire minimum en France
- C** Une aide pour les personnes sans emploi
- D** Un impôt payé par les salariés

Liste CSP n° 188

40. Dans quels établissements scolaires vont les élèves après l'école élémentaire ?

- A** À l'école maternelle
- B** À la crèche
- C** Au collège
- D** À l'université

Corrigé

Comptez 1 point par bonne réponse. Réussite à partir de 32 sur 40.

1	C	2	C	3	C	4	C	5	D	6	B	7	D	8	C
9	D	10	A	11	C	12	B	13	A	14	A	15	A	16	C
17	A	18	D	19	D	20	B	21	B	22	C	23	C	24	C
25	A	26	C	27	C	28	D	29	B	30	B	31	B	32	D
33	D	34	D	35	C	36	C	37	B	38	D	39	B	40	C

Explications

1. Réponse C : À la fête nationale française

Le 14 juillet est le jour de la fête nationale depuis 1880. Il commémore la prise de la Bastille (14 juillet 1789) et la fête de la Fédération (14 juillet 1790).

2. Réponse C : L'hymne national de la France

La Marseillaise est l'hymne national. Son nom vient des volontaires marseillais qui la chantaient à Paris en 1792.

3. Réponse C : Le français

Le français est la seule langue officielle : la Constitution dit que « la langue de la République est le français ». Les langues régionales font partie du patrimoine mais ne sont pas officielles.

4. Réponse C : Pour protéger la liberté de conscience des élèves

L'école publique est neutre : cela permet à chaque élève de penser librement, sans pression ni prosélytisme. Les élèves peuvent parler de religion entre eux, mais les enseignants ne doivent pas manifester leurs convictions.

5. Réponse D : Oui, la liberté de conscience permet d'en changer

La laïcité garantit la liberté de conscience : chacun est libre d'avoir une religion, de ne pas en avoir, d'en changer ou de ne plus en avoir.

6. Réponse B : Non, si leur situation est différente, le prix peut l'être aussi

L'égalité ne veut pas dire que tout le monde doit toujours être traité de façon identique. Un service public peut appliquer des prix différents lorsque la situation des usagers est différente, par exemple pour les étudiants, les chômeurs ou les personnes âgées. Le tarif réduit de Mehdi respecte donc le principe d'égalité.

7. Réponse D : Être au moins deux, écrire des statuts et déclarer l'association

En France, chacun, français ou étranger, peut s'engager dans une association. Pour en créer une, il faut réunir au moins deux personnes, choisir un objectif non lucratif et rédiger les statuts. La déclaration, faite à la préfecture ou sur internet, puis la publication au Journal officiel donnent à l'association la personnalité morale et la capacité juridique.

8. Réponse C : Non, un agent public ne doit montrer aucun signe religieux au travail

Un agent public est libre d'avoir une religion, mais dans le cadre de son travail il ne doit porter aucun signe qui montre sa religion : c'est la neutralité du service public. Les usagers, eux, peuvent porter un signe religieux.

9. Réponse D : Oui, sauf si une règle justifiée de l'entreprise le limite

Dans une entreprise privée, une salariée peut en principe porter un signe religieux : l'obligation de neutralité vise les agents des services publics, pas tous les salariés. L'employeur peut toutefois fixer des limites justifiées, par exemple pour la sécurité ou l'hygiène. Le règlement intérieur peut aussi demander la neutralité aux salariés en contact avec les clients.

10. Réponse A : Oui, sauf si la visite menace sa santé ou l'ordre public

À l'hôpital, les croyances des patients doivent être respectées, et chaque patient peut recevoir les visiteurs de son choix, y compris un responsable religieux. Une visite peut seulement être refusée si elle menace l'ordre public ou présente un risque pour la santé. La neutralité s'impose au personnel de l'hôpital, pas aux patients.

11. Réponse C : La signaler sur PHAROS ou au site qui héberge la vidéo

Appeler publiquement à la haine contre des personnes à cause de leur orientation sexuelle est un délit. Il n'est pas nécessaire d'être visé : un simple témoin peut le signaler sur PHAROS, la plateforme en ligne de la police et de la gendarmerie, ou au site qui diffuse la vidéo. La liberté d'expression ne couvre pas ce type de message.

12. Réponse B : Le président de la République et le Gouvernement

Le pouvoir exécutif appartient au président de la République et au Gouvernement (le Premier ministre et les ministres). Ils appliquent les lois et conduisent la politique du pays.

13. Réponse A : une démocratie

Dans une démocratie, le pouvoir appartient au peuple : les citoyens votent pour choisir leurs représentants. La démocratie s'oppose à la dictature.

14. Réponse A : d'appliquer les lois et de les faire respecter

Le pouvoir exécutif, exercé par le président de la République et le Gouvernement, applique les lois votées par le Parlement et les fait respecter. Il dirige aussi l'administration.

15. Réponse A : Le représentant de l'État dans le département

Le préfet représente l'État dans le département. Il veille à la sécurité, délivre les titres (dont les titres de séjour) et vérifie que les collectivités respectent la loi.

16. Réponse C : 101

La France compte 101 départements, dont 5 en outre-mer. Elle compte aussi 18 régions, dont 13 en métropole.

17. Réponse A : La Suisse

La Suisse n'a jamais fait partie de l'Union européenne. L'Allemagne et l'Italie sont des pays fondateurs, et l'Espagne est membre depuis 1986.

18. Réponse D : La liberté d'expression

La liberté d'expression est un droit fondamental garanti par la Déclaration de 1789. Payer l'impôt et respecter la loi sont des obligations, et personne n'a le droit de se faire justice soi-même.

19. Réponse D : Le droit d'exprimer ses opinions, dans les limites fixées par la loi

La liberté d'expression permet de penser et de dire ce que l'on pense, de parler, d'écrire et de publier. La loi punit cependant les abus, comme les insultes ou l'incitation à la haine.

20. Réponse B : Oui, chacun doit protéger l'environnement

La Charte de l'environnement dit que toute personne a le devoir de participer à la préservation de l'environnement. Réduire et trier ses déchets en fait partie.

21. Réponse B : Le crime

Il existe trois catégories d'infractions : la contravention (la moins grave), le délit et le crime, qui est la plus grave (meurtre, viol, terrorisme...).

22. Réponse C : En triant, en réutilisant et en évitant le gaspillage

Pour protéger l'environnement, chacun peut trier ses déchets, limiter le plastique, réutiliser les objets et éviter le gaspillage alimentaire et énergétique.

23. Réponse C : Il ne cotise ni pour sa retraite ni pour le chômage

Le travail non déclaré est interdit. Le salarié non déclaré ne cotise ni à l'assurance chômage ni pour sa retraite. En pratique, il n'a pas de congés payés, il a du mal à faire valoir ses droits en cas de conflit et il peut perdre son travail du jour au lendemain. L'employeur risque de lourdes sanctions.

24. Réponse C : Non, sauf si elle avait donné son accord

Pour publier la photo d'une personne que l'on reconnaît, prise dans un lieu privé, il faut en principe son accord avant la publication. Une soirée entre amis ne change rien, et prendre une photo ne donne pas le droit de la diffuser. Camille peut demander à son ami de la retirer, puis s'adresser au réseau social ou porter plainte.

25. Réponse A : Non, il ne peut pas entrer sans l'accord du locataire

Le logement loué est le domicile du locataire, qui peut y vivre librement pendant toute la durée du bail. Le propriétaire peut garder un double des clés, mais il n'a pas le droit d'entrer dans le logement sans l'accord du locataire, même en cas d'urgence comme un dégât des eaux.

26. Réponse C : Oui, mais un adulte de son choix doit l'accompagner

L'IVG est possible sans condition d'âge. Une mineure peut demander l'accord de ses parents, mais elle peut aussi garder le secret. Dans ce cas, elle doit être accompagnée dans ses démarches par une personne majeure qu'elle choisit, par exemple une amie adulte ou une tante.

27. Réponse C : Oui, ils n'ont pas le droit de le garder contre son gré

Confisquer les papiers d'identité de quelqu'un est une forme de violence psychologique, interdite au travail comme dans la famille. Les employeurs doivent rendre son passeport à Grace dès qu'elle le demande, même s'ils disent vouloir le protéger. Si elle a besoin d'aide, elle peut s'adresser à la police, à la gendarmerie ou à une association.

28. Réponse D : Oui, si ses revenus sont bas, l'État l'aide à payer

L'aide juridictionnelle permet aux personnes aux revenus modestes d'aller en justice : selon ses ressources, l'État paie une partie ou la totalité des frais de justice et d'avocat. Elle n'est pas réservée aux Français, car un étranger qui vit habituellement en France peut aussi la demander. Un simulateur en ligne permet de vérifier si l'on y a droit.

29. Réponse B : À l'armistice de 1918 (Première Guerre mondiale)

Le 11 novembre commémore l'armistice signé le 11 novembre 1918, qui a mis fin aux combats de la Première Guerre mondiale. La victoire de 1945 est commémorée le 8 mai, la Toussaint a lieu le 1er novembre et la fête nationale le 14 juillet.

30. Réponse B : L'Algérie

L'Algérie a été conquise par la France à partir de 1830, puis colonisée jusqu'à son indépendance en 1962, après la guerre d'Algérie (1954-1962). L'Australie, le Japon et la Norvège n'ont jamais été des colonies françaises.

31. Réponse B : 1881

L'école primaire publique est gratuite depuis la loi Jules Ferry du 16 juin 1881. En 1882, elle devient laïque et l'enseignement primaire devient obligatoire pour les enfants de 6 à 13 ans.

32. Réponse D : La capitale de la France

Paris est la capitale de la France : la ville accueille les grandes institutions de la République, comme le palais de l'Élysée et le Parlement. Elle est au cœur de la région Île-de-France.

33. Réponse D : Paris

La capitale de la France est Paris, où siègent la présidence de la République, le Gouvernement et le Parlement.

34. Réponse D : Les Alpes

Au sud-est, les Alpes marquent la frontière entre la France et l'Italie (et en partie la Suisse). Les Pyrénées séparent la France de l'Espagne.

35. Réponse C : Un poète célèbre pour ses fables

Jean de La Fontaine (1621-1695) est connu pour ses fables, de courts récits souvent en vers qui mettent en scène des animaux et transmettent une morale.

36. Réponse C : Un grand musée situé à Paris

Le Louvre, à Paris, est l'un des musées les plus prestigieux du monde, comme le musée d'Orsay.

37. Réponse B : Le 18

Le 18 est le numéro des pompiers, à appeler en cas d'incendie, d'accident ou de situation de péril. Le 17 est celui de la police, le 115 celui de l'aide aux personnes sans domicile et le 119 celui de l'enfance en danger.

38. Réponse D : Pour un problème grave, comme un accident

Les services d'urgence des hôpitaux sont destinés aux situations graves : accident, douleurs violentes, malaise grave, blessure qui doit être soignée rapidement. En cas de danger vital, il faut appeler le 15 (SAMU).

39. Réponse B : Le salaire minimum en France

Le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) est le salaire horaire minimum en France. Il est revalorisé chaque année au 1er janvier, et parfois aussi en cours d'année quand les prix augmentent fortement.

40. Réponse C : Au collège

Après l'école élémentaire (du CP au CM2, de 6 à 11 ans), les élèves vont au collège, de 11 à 15 ans, puis au lycée. L'école maternelle accueille les enfants de 3 à 6 ans.

Les réponses et explications sont celles de FreeExamPath, vérifiées à partir de sources officielles (fiches de la formation civique, Service-Public, Légifrance). Elles ne sont pas officielles : en cas de doute, la source officielle prévaut.